

PRESIDENCE

Papeete, 14 Janvier 2010

COMMUNIQUE DE PRESSE

« Gaston Tong Sang reçu par Eric Woerth et chez Christine Lagarde »

Le Président Gaston Tong Sang a été reçu, jeudi à Paris, par Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, puis dans la soirée par Alexandre de Juniac, directeur de cabinet de Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

Au cœur des discussions la DGDE

Au cours de ses entretiens à Bercy, Gaston Tong Sang a rappelé que pendant treize années la DGDE n'avait pas été réévaluée et il s'est montré en conséquence favorable à la réactualisation de son montant. De toute évidence ses interlocuteurs, tout comme Marie-Luce Penchard deux jours auparavant, ont jugé cohérente sa démarche. Dans l'esprit du Président de la Polynésie française il s'agit d'« une occasion de partir sur une nouvelle dotation globale pour le budget de la Polynésie française ».

Une actualisation de deux milliards de Fcfp

Actuellement, l'enveloppe de la DGDE s'élève à un montant de 18 milliards de Fcfp. « Nous souhaitons passer à 20 milliards de Fcfp », a confié le Président de la Polynésie française. Avec les deux milliards d'actualisation, « il sera possible de partir sur de nouvelles bases avec les nouvelles clefs de répartition entre le fonctionnement à hauteur de 60% et le reste destiné à l'investissement ».

Concernant cette actualisation, le Président de la Polynésie française a aussi affirmé « ne pas avoir ressenti la moindre objection de la part du ministre du budget ». Gaston Tong Sang a également rappelé que « l'Etat avait toujours participé au financement du régime de solidarité géré par la Caisse de Prévoyance Sociale. Or, depuis deux ans, cette participation aux côtés du Pays s'est arrêtée ». Et de se réjouir : « Cette actualisation de deux milliards Fcfp est de nature à nous aider à financer ce régime ».

Le soutien au budget d'investissement polynésien

Pour financer le budget d'investissement du Pays, le Président Gaston TONG SANG a rappelé « qu'il faut trouver 30 milliards de Fcfp d'emprunt ». Aussi, a-t-il été heureux de trouver un écho favorable du côté du ministre Eric Woerth qui a indiqué soutenir les projets polynésiens de façon concrète, et ceci, en intervenant auprès des bailleurs de fonds tels que l'Agence Française de Développement. De même, le ministre du Budget a manifesté son soutien en matière de défiscalisation aux projets polynésiens nécessaires à l'essor économique. « Le Pays, seul, ne peut se sortir de la crise. Il faut soutenir et accompagner tout le secteur privé. Ainsi, j'ai grand espoir qu'en 2010 le secteur privé participera fortement à la relance économique ».

Dix projets agréés en un mois

Gaston Tong Sang a aussi confirmé qu'au lendemain de son arrivée au pouvoir, sa majorité avait découvert que « malheureusement pendant neuf mois l'ancien gouvernement n'avait agréé que cinq projets. En l'espace d'un mois, de fin novembre à fin décembre, nous en avons agréé une dizaine, et ceci pour plus de 4 milliards de Fcfp. C'est très important et ces projets devraient démarrer dans les jours qui viennent ».

Enfin, le Président Gaston Tong Sang a plaidé auprès d'Eric Woerth, qui participera à l'arbitrage auprès du Premier ministre, en faveur d'un allongement de la liste des maladies liées aux essais nucléaires, ouvrant à indemnisation.

Changer l'image de la Polynésie à Paris

Interrogé sur la mauvaise image que pourrait avoir la Polynésie française dans les cabinets ministériels, Gaston Tong Sang a insisté sur le fait que « c'est à nous, Polynésiens, de changer cette image. Vingt-mille kilomètres nous séparent de la France, et vu de loin, les images sont forcément déformées ».

Et d'affirmer : « Ma mission à Paris, c'est aussi de dire que la Polynésie française, au-delà de ce que l'on peut entendre ici, c'est à présent, des élus qui veulent assumer leurs responsabilités. Telle, est la ligne de conduite que j'ai donnée, pour aboutir et faire voter le budget 2010. Nous avons réduit de manière drastique nos dépenses tout en garantissant de quoi financer la part d'autofinancement de l'investissement. Les gestes de ce genre sont reconnus et appréciés ».